Secrétariat général de l'Onu

Le Sénégal apporte son soutien à la candidature de Macky Sall

Un soutien de taille pour l'ancien Président sénégalais, candidat au poste de secrétaire général de l'Onu. Le pays de la Teranga endosse cette candidature.



Macky Sall (à gauche) aux côtés du Président du Sénégal, Bassirou Diomaye Faye avant une réunion au palais présidentiel de Dakar, en mars 2024.

C'est officiel, le Sénégal soutient la candidature de Macky Sall au poste de secrétaire général des Nations unies. Le président Diomaye Faye instruit le gouvernement et l'ensemble du réseau diplomatique sénégalais de se mobiliser pour la promouvoir auprès des États membres de l'ONU. Cette annonce fait suite à l'audience accordée vendredi 17 juillet à Macky Sall, au palais présidentiel. La présidence avait alors seulement évoqué une rencontre empreinte de courtoisie, sans engagement formel. Ce soutien était très attendu par le camp de l'ex-président, rappelle notre correspondante à Dakar, Juliette Dubois. En mars, Macky Sall n'avait pas obtenu l'aval de l'Union africaine ; 20 pays, dont le Sénégal, s'y étaient opposés. Sa candidature restait fragilisée face aux autres prétendants.

Mais ce soutien ne fait pas l'unanimité au Sénégal. Des voix de la société civile, notamment des familles de victimes de la répression des manifestations politiques de 2021 à 2024, avaient déjà dénoncé la réception de Macky Sall vendredi. Elles risquent de voir dans ce soutien officiel une réhabilitation politique de l'ancien président. Macky Sall est également critiqué pour la dette cachée qui a laissé le pays dans une situation économique très préoccupante.

Pour Bassirou Diomaye Faye, ce geste a une dimension politique pour les observateurs : un rapprochement avec l'APR, le parti de Macky Sall, alors qu'il prépare le lancement de son propre parti dans les prochaines semaines■

RFI

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union-Discipline-Travail

LA BANQUE MONDIALE
BIRD - IDA

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ALPHABETISATION ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

PROJET DU PROGRAMME DE RENFORCEMENT DU SYSTEME EDUCATIF DE BASE
Volet Financement de Projet d'Investissement (IPF)

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET
N° 017C/PRSEB-PROJET/IDA-2026-
SELECTION 20 RADIOS DE PROXIMITE POUR LA COMMUNICATION ET LA VISIBILITE RELATIVES AUX REFORMES DU MENAET MISES EN ŒUVRE PAR LE PRSEB

ADDENDUM N°1

Dans le cadre de l'Avis à Manifestation d'Intérêt susmentionné, dont la date limite de dépôt des plis initialement prévue **le lundi 20 juillet 2026 à 10 heures 30 minutes est reportée au lundi 03 août 2026 à 10 heures 30 minutes suivi de l'ouverture le même jour à 11 heures 30 minutes.**

Les plis peuvent être déposés physiquement ou transmis par courriel aux adresses **suivantes : Unité Projet PRSEB, sise à Cocody 2 Plateaux, 7ème tranche - Ilot 252 - Lot 3039 - Téléphone : (225) 27 22 55 94 40**
Adresse électronique : **atmbra@yahoo.com Cc yeo_pefougne@yahoo.fr, aristide.nguessan27@gmail.com.**

L'ouverture se fera physiquement au siège du Projet dont l'adresse est mentionnée ci-dessus et en ligne via google meet. A cet effet un lien sera transmis aux différents soumissionnaires.

Mali

Les jihadistes du Jnim exécutent des soldats maliens prisonniers

De source sécuritaire malienne, 18 soldats ont été exécutés sommairement par le Jnim. Sur des images diffusées par les jihadistes, on peut voir des militaires désarmés, assis ou allongés dans le sable, recevoir des rafales de balles. Parmi les jihadistes à l'œuvre, plusieurs sources identifient clairement Hamza Ag Iyad, l'un des fils d'Iyad Ag Ghaly, le chef du Jnim.

Si les militaires exécutés ne sont, par définition, pas des civils, le droit international humanitaire protège aussi les prisonniers de guerre. Une fois les combats terminés, les vainqueurs sont responsables de leurs captifs, qu'ils sont censés traiter sans violence et dignement. « Ce sont des soldats qui étaient restés à l'arrière du convoi, leur camion s'était ensablé, ils s'étaient rendus », affirment plusieurs sources au sein du MSA et du Gatia, des groupes politico-militaires du Nord alliés des autorités de transition, et dont les combattants sont intégrés à l'armée malienne. Les mauvais traitements, a fortiori les exécutions de prisonniers de guerre ou d'otages, sont constitutifs de crimes de guerre.

Sollicitée par RFI sur ces exécutions, l'armée malienne n'a pas donné suite. Par communiqué, samedi 18 juillet, l'état-major avait indiqué que des frappes aériennes avaient « permis au convoi de se désengager des embuscades tendues et de poursuivre son itinéraire », sans communiquer de bilan. Après l'attaque, le convoi avait fini par rejoindre Gao.

Du côté des rebelles du FLA, alliés sur le terrain des jihadistes du Jnim, on s'efforce de se démarquer. « Nous avons attaqué le même convoi mais chacun de son côté, les groupes ne sont pas mélangés », assure un chef militaire indépendantiste, qui précise : « Le Jnim a exécuté ses propres prisonniers. »



Insigne d'un membre de l'armée malienne (Fama), à Anderamboukane, dans la région de Ménaka.

Le Front de libération de l'Azawad (FLA) affirme avoir capturé, pour sa part, une vingtaine de soldats maliens environ au cours de cette embuscade, qui s'ajoutent à ceux déjà capturés à Kidal le 25 avril et lors de précédentes attaques.

Au total, ils seraient entre 200 et 250 militaires maliens actuellement détenus par le FLA, qui « invite » les organisations internationales à venir vérifier leurs conditions de détention. La famille de l'un d'entre eux confirme à RFI recevoir des nouvelles régulières et rassurantes.

Le FLA cherche à cultiver l'image d'un groupe armé respectueux des droits humains. Une manière de mettre en avant, par contraste, la brutalité de l'armée malienne et surtout de ses partenaires russes de l'Africa Corps (anciennement Wagner), dont de très nombreuses et sauvages exactions ont été documentées.

Quant aux jihadistes du Jnim, ils tentent depuis plusieurs mois de lisser leur discours et de gagner en « respectabilité », aux yeux de l'opinion publique malienne et des acteurs politiques nationaux et internationaux. Les exécutions sommaires dont ils viennent de se rendre coupables ne vont pourtant pas dans ce sens. « Voilà l'industrie du crime qui prétend diriger le Sahel », réagit avec colère un notable de Kidal, favorable au régime de transition et qui, comme les autorités en place, considère que jihadistes et indépendantistes sont « terroristes », sans distinction■

RFI